

Arrêt de toutes les livraisons d'armes en Afghanistan, demande le gouvernement soviétique

L'APPEL DE MOSCOU

L'URSS critique la poursuite du soutien militaire pakistanais aux contre-révolutionnaires. Une fraction de l'opposition armée aux autorités de Kaboul désigne un extrémiste à un prétendu poste de « président »



Le général Boris Gromov, accueilli à Termez par deux jeunes filles ouzbeks qui lui ont offert le pain et le sel. (Photo Reuter.)

Le général Gromov a franchi la frontière mercredi vers midi

PROMESSES TENUES

De notre correspondant permanent à Moscou.

MERCREDI 15 février 1989, Termez, Ouzbékistan, 12 h 25 (7 h 55 à Paris) : le dernier militaire soviétique passe le pont qui enjambe l'Amou-Daria à la frontière afghano-soviétique. Il le franchit à bord d'une Jeep. C'est le général Boris Gromov. Un officier de quarante-cinq ans qui commandait les troupes soviétiques en Afghanistan. Qui commandait... Sa mission est terminée. Il va rejoindre Kiev en Ukraine où il prend la direction de la région militaire.

Le retrait des troupes soviétiques est donc achevé au terme prévu par les accords de Genève. La « Pravda » souligne que cette ponctualité « démontre la fidélité aux engagements, la crédibilité de l'Union soviétique et de la direction afghane en tant que parties prenantes des accords (de Genève). Nous sommes en droit d'espérer, poursuit l'organe central du PCUS, que les Etats-Unis et le Pakistan assumeront aussi leurs responsabilités ».

Ce thème est repris par l'ensemble de la presse qui souligne également l'am-

pleur de l'aide que l'URSS accorde à son voisin — Moscou a versé 400 milliards de roubles (4 mille milliards de francs) au titre de l'aide humanitaire de l'ONU. Les Ilyouchine 76 continuent d'acheminer des vivres à Kaboul, tandis que des transports civils partent d'Ouzbékistan sous contrôle de l'ONU.

L'inquiétude pour ce qui va se passer, maintenant, en Afghanistan n'est pas dissimulée. Mais on note, comme l'a fait le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, que les rumeurs d'un assaut de rebelles sur Kaboul paraissent s'estomper. Les journaux font observer que la fin de l'effusion de sang est possible, qu'elle dépend uniquement de l'opposition et de ses soutiens étrangers. La politique du Parti démocratique populaire (PDPA) visant à la réconciliation nationale crée les conditions de la paix.

Le général Gromov a estimé que « les savants, les hommes politiques, les militaires, discuteront longuement pour apprécier le fait que, il y a neuf ans, un contingent limité de troupes soviétiques est entré en Afghanistan, à la demande du gouvernement légitime et conformément au traité conclu entre les deux

pays ». Quant au rôle des militaires, le général a été clair : « Nous avons dû nous acquitter du devoir internationaliste, des dizaines de milliers de gars ont fait leur service en Afghanistan, ils sont fiers d'être des combattants internationalistes. Le peuple soviétique, a-t-il ajouté, gardera à jamais la mémoire des 15.000 militaires qui ont trouvé la mort ». Les « Izvestia » ont annoncé qu'un livre du souvenir contenant le nom de tous les militaires tués au combat pourrait être publié.

« Nous n'avons pas recherché la victoire militaire », a affirmé de son côté le général Nikolai Popov, qui représentait à Termez la direction des forces armées de l'URSS. « Nos jeunes gens se sont acquittés dignement de leur mission, a-t-il ajouté, ils n'ont pas permis aux rebelles de faire la loi sur le sol du peuple ami. »

L'URSS tourne une page de son histoire. Glorieuse, selon certains, amère selon d'autres. Les deux, pour beaucoup. Mais deux sentiments dominent : le soulagement et la satisfaction de voir que les promesses sont tenues.

Bernard Frédéric

L'Organisation des Nations unies est appelée à jouer un rôle de premier plan pour favoriser le processus d'apaisement et coordonner les programmes de reconstruction du pays ravagé par la guerre. Le problème du retour au pays des réfugiés nécessite, souligne le gouvernement soviétique, l'arrêt des hostilités. Les autres pays concernés, en premier lieu les Etats-Unis, le Pakistan et l'Iran sont-ils prêts à suivre l'exemple de l'URSS ? C'est la question décisive. Car, en définitive, les rebelles toutes tendances confondues, ne représentent un danger que s'ils continuent d'être armés et dirigés par Téhéran et Islamabad.

Dans une déclaration officielle publiée par l'agence TASS, il est souligné que « l'URSS, quittant l'Afghanistan de sa propre volonté et en accord avec le gouvernement afghan, continuera à promouvoir un règlement négocié en Afghanistan ».

En décembre dernier à la tribune de l'ONU, Mikhaïl Gorbatchev avait proposé un cessez-le-feu et un arrêt total des livraisons d'armes. Le texte du gouvernement soviétique souligne que l'URSS a achevé le retrait de ses troupes et qu'il ne reste plus un seul soldat soviétique dans ce pays.

Moscou critique le Pakistan qui a violé les accords de Genève aux termes desquels Islamabad ne devait pas prêter assistance aux rebelles armés, ni en leur offrant le territoire pakistanais comme base arrière, ni en leur livrant du matériel militaire. En aidant généreusement les rebelles, en envoyant de très nombreux conseillers et agents de renseignement en Afghanistan, les dirigeants pakistanais n'ont cessé d'agir comme relais des Etats-Unis.

La déclaration fait référence aux projets qui circulent à Islamabad en faveur d'une « confédération pakistano-afghane ». Ce ne serait qu'une forme déguisée d'annexion de l'Afghanistan par son voisin oriental. « Ce genre de discours, note le gouvernement soviétique, vise à transgresser les droits souverains du peuple afghan. »

Le spectacle de leurs divisions et de leurs querelles intestines lors de leur tentative de « choura », la semaine dernière. Comment peuvent-ils prétendre présider aux destinées du pays ?

Néanmoins, en l'absence des huit mouvements chiites soutenus par Téhéran et de certains « modérés » sunnites, comme Sibghatullah Mojaddedi, président de l'Alliance des Sept basée au Pakistan, la rébellion a annoncé, mercredi, la formation d'un « gouvernement ». Celui-ci est présidé par Ahmad Shah, un intégriste proche de Hekmatyar, le chef de Hezb i Islami. C'est donc la tendance dure qui l'emporte au sein de la nébuleuse de groupes et de partis composant la prétendue « résistance » afghane. Le projet politique pour l'Afghanistan, chacun peut donc en discerner les contours dans l'Iran des ayatollahs et dans le Pakistan de Zia Ul Haq, le prédécesseur de Mme Bhutto.

Le peuple afghan n'aurait décidément rien de bon à attendre de cet islamisme-là. A Kaboul, les mosquées sont respectées et les femmes ne sont pas contraintes au voile et à l'ignorance.

Jean-Paul Piérot

Intolérance

Les chevaliers du meurtre

AUTODAFÉ en Grande-Bretagne, attaque armée contre le centre culturel américain à Islamabad, et pour finir appel au meurtre lancé par l'ayatollah Khomeiny, qui se prend pour le représentant de Dieu sur terre. Le chef de l'islam chiite le plus moyenâgeux se croit autorisé à ordonner à tous les musulmans du monde d'assassiner Salman Rushdie, auteur des « Versets sataniques », roman sur la vie du prophète Mahomet, et tous les éditeurs de son livre à travers le monde. A l'appel de l'imam, les extrémistes et intégristes de tout poil ont répondu « présent » en Iran, en Inde et surtout au Pakistan. On annonce des émeutes, des bombes, des attentats dont les premières cibles seront britanniques et américaines.

Etrange paradoxe : ces chevaliers de la haine et du meurtre, prêts à faire couler le sang pour un livre au titre un peu provocateur, sont les mêmes intégristes, défendant les mêmes « valeurs », que ceux que Washington rêve de voir prendre le pouvoir à Kaboul et affubler du titre ronflant de « chevaliers du monde libre ».

On a les champions qu'on mérite.

Françoise Germain-Robin